

## Convention des Nations Unies contre la corruption

**La Convention des Nations Unies contre la corruption ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003, a été signée par 113 pays. Douze l'ont ratifiée. La Convention fournit un cadre qui permet aux états d'unir leurs efforts pour lutter contre la corruption, considérée comme l'un des obstacles les plus importants au développement durable.**

**La corruption sous toutes ses formes fragilise les pays riches comme les pays pauvres, a des effets dissuasifs sur les investissements et mine la compétitivité. La corruption à grande échelle peut saboter la croissance économique d'un pays.**

Les exemples sont légion: l'ancien président zairois, Mobutu Sese Seko, aurait d'ourné 5 milliards de dollars des États-Unis des caisses de l'état; l'ancien dictateur nigérian, Sani Abacha, aurait non seulement prélevé 2 milliards de dollars de la Banque nationale, mais encore versé des pots-de-vin totalisant 2 - 3 milliards de dollars; au Bangladesh, en 1999, les investissements étrangers auraient été deux fois plus élevés si la corruption n'avait pas été si répandue. On estime que le prix que la société paye chaque année pour la corruption sous toutes ses formes est supérieur à mille milliards de dollars.

La petite corruption, quant à elle, accule à la misère des personnes qui gagnent peu, ou qui n'ont souvent tout juste de quoi assurer leur subsistance: l'argent qu'elles réservaient à l'achat de nourriture, au logement et à la satisfaction d'autres besoins élémentaires finit dans les poches de policiers et autres fonctionnaires locaux corrompus. Il est temps d'abolir les "commissions" qu'il faut couramment verser pour obtenir un simple permis de conduire, une autorisation de construire ou n'importe quelle autre pièce administrative ou service ordinaire. Il est temps d'admettre que les pots-de-vin, les dessous-de-table, les commissions occultes et autres "cadeaux" innombrables qui permettent aux fonctionnaires et aux dirigeants de mener grand train forcent les pauvres, c'est-à-dire ceux qui sont les moins en mesure de payer le prix exorbitant de la corruption, à vivre dans des conditions qu'aucune société ne saurait tolérer. .

La Convention des Nations Unies contre la corruption transmet un message important aux populations du monde entier: la corruption, à grande ou petite échelle, ne peut plus être tolérée.

Les pays qui veulent tellement la paix et la prospérité doivent agir maintenant. Le temps est venu pour eux de conjuguer leurs efforts afin d'éliminer la corruption et de ratifier et d'appliquer ce nouvel instrument universel.

Ce texte s'inspire d'une déclaration  
du Directeur exécutif de l'ONUDDC,  
M. Antonio Maria Costa

Partout dans le monde, les citoyens demandent des comptes  
à leur gouvernement et réclament la destitution des responsables  
politiques corrompus; et les entreprises veulent des règles du jeu équitables

[www.geopolitis.net](http://www.geopolitis.net)